



HAL
open science

Les Touaregs au cœur des enjeux stratégiques saharo--sahéliens

Hélène Claudot-Hawad

► **To cite this version:**

Hélène Claudot-Hawad. Les Touaregs au cœur des enjeux stratégiques saharo--sahéliens. Bertrand BADIE et Dominique VIDAL. Puissances d'hier et de demain, L'Etat du Monde 2014, La Découverte, pp.198-205, 2013, L'Etat du Monde, 9782707176981. halshs-00863873

HAL Id: halshs-00863873

<https://shs.hal.science/halshs-00863873>

Submitted on 19 Sep 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Touaregs au cœur des enjeux stratégiques saharo-sahéliens

Hélène Claudot-Hawad

Le 11 janvier 2013, les troupes françaises débarquent au Mali. Cette opération militaire baptisée « Serval » prend de court la communauté internationale qui préparait, sous l'égide du Conseil de sécurité de l'ONU, les conditions d'une intervention par les forces africaines de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au nord du Mali. Ce vaste espace, dénommé « Azawad » par les fronts armés touaregs des années 1990, comprend les régions administratives de Gao, Tombouctou et Kidal et se trouve alors, depuis plusieurs mois, sous le contrôle de groupes islamistes qui seraient en lien avec Al-Qaïda.

L'avancée soudaine des djihadistes vers le sud en direction de la ville de Sévaré, dotée d'un aéroport et d'une base militaire, fournit le prétexte de l'intervention française qui bombarde et détruit leur colonne dès le 12 janvier. Ces opérations aériennes sont suivies trois jours plus tard par un engagement des troupes françaises au sol.

Le président français F. Hollande donne plusieurs objectifs à cette intervention : d'une part, reprenant une rhétorique très bushienne, il s'agit de « détruire » les « terroristes » qui menacent la sécurité mondiale et, d'autre part, de « rétablir l'intégrité territoriale » du Mali, autrement dit la souveraineté d'un État et d'un gouvernement (issu d'un putsch militaire récent), ajoutant donc à cette opération la dimension politique de l'« ingérence ». L'expression plusieurs fois utilisée de « reconquête totale du Mali » renoue avec la sémantique coloniale, sans qu'en soient toujours bien définis les conquérants et les bénéficiaires.

Cinq jours après le début de l'intervention française, un site gazier du sud algérien qui porte le nom touareg de *Tiganturen*, les « moignons » – situé à côté d'In Amenas – est attaqué par les « terroristes ». Plus de cinq cents personnes travaillant sur le site sont

prises en otages. L'armée algérienne intervient et l'opération se solde par un bilan très lourd (quarante-neuf otages et vingt-neuf assaillants sont tués).

Tous ces événements apparaissent liés et démontrent la porosité des frontières sahariennes. Ils reflètent également l'intérêt des principales puissances, nationales et internationales, pour cette zone géographique.

L'indépendance de l'Azawad

Le conflit, dans sa phase offensive, a débuté un an auparavant, le 17 janvier 2012. Face au refus du gouvernement malien de prendre en compte ses revendications et d'engager des négociations, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) passe à l'action, à la faveur de l'équipement en armes lourdes ramené de Libye après la chute de Mouammar Kadhafi. Ce mouvement indépendantiste, né en octobre 2011, a fédéré deux organisations préexistantes : le Mouvement national de l'Azawad, formé par des étudiants appartenant à la jeune génération, et l'Alliance touarègue du Nord-Mali pour le changement, fondée par l'un des chefs historiques de la rébellion touarègue des années 1990, Ibrahim Ag Bahanga, décédé quelques mois plus tôt, en août 2011, en Algérie, officiellement dans un accident de voiture, alors qu'il revenait de Libye.

Comme l'ont fait les divers mouvements qui l'ont précédé, le MNLA dénonce la politique coloniale du gouvernement malien menée dans l'Azawad, ainsi que la corruption du régime, sa collusion avec les narcotrafiquants qui agissent sans entraves dans cette région, le détournement des aides au développement, l'absence d'application des accords de paix signés avec les groupes armés touaregs depuis 1991, le non respect des droits humains et les nombreux massacres de civils perpétrés dans cette zone par l'armée et les milices para-militaires à chaque revendication – pacifique ou armée – des habitants du nord depuis l'indépendance du Mali en 1960. Le MNLA revendique clairement l'indépendance de l'Azawad. Il défend une ligne politique démocratique, républicaine et laïque, et se réclame d'une identité nationale pluricommunautaire : Songhays, Touaregs, Arabes, Peuls.

Mais la lecture des faits par les autorités et par la presse internationale est immédiatement « ethnique », fondée sur des arguments essentialistes. L'irrédentisme « touareg », présenté comme congénital, est mis en avant, quand ce n'est pas la « structure interne des communautés touarègues et maures » qui est censée les pousser irrésistible-

ment à la rébellion. Toute lecture politique des faits est ainsi occultée. Le « danger » dénoncé avec vigueur par les États et les « experts » n'est pas l'incurie du gouvernement malien, ni la gestion catastrophique du pays, ni les exactions contre les civils du nord massacrés à plusieurs reprises par l'armée malienne ou contraints à l'exil, mais la remise en cause par les rebelles des frontières héritées de la colonisation.

La carte djihadiste

Rapidement, alors que l'action armée du MNLA est déjà engagée, un autre mouvement, Ansar Eddine, dirigé par Iyad Ag Ghali, s'affirme sur la scène militaire : son objectif est religieux et sa tendance salafiste. À l'inverse du MNLA, Iyad Ag Ghali déclare clairement ne pas viser l'indépendance de l'Azawad mais l'instauration de la charia dans tout le Mali et l'Ouest africain, à commencer par l'Azawad. Il donne l'occasion aux responsables politiques internationaux de brandir la menace islamiste qui légitimerait une intervention militaire soutenue par la communauté internationale. Iyad Ag Ghali, qui fait partie des anciens chefs de la rébellion touarègue des années 1990, a travaillé pour le gouvernement malien après le premier accord de paix en 1991. Il a servi d'intermédiaire pour la libération des otages européens enlevés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans les années 2000 et s'est rapproché des réseaux salafistes lors de son séjour en Arabie saoudite, où il assurait des fonctions diplomatiques.

La plate-forme revendicative produite par le mouvement Ansar Eddine n'est cependant pas rédigée sur le mode djihadiste conventionnel. On y retrouve le thème dominant de la menace d'extermination que des pouvoirs corrompus et autocratiques font peser sur une minorité dont l'identité est par contre reformulée, en lui accolant la dimension « arabe ». Il ne s'agit plus en effet des « Touaregs et assimilés » (incluant les Arabes et les Songhays), qui réclamaient la restitution de leur pays dans les pétitions adressées au général de Gaulle en 1957 et 1958, mais des « populations arabo-touarègues et alliés ». De même, un État supplémentaire, la Mauritanie, est ajouté à la liste des cinq États classiquement évoqués qui se partagent le pays touareg (Algérie, Libye, Mali, Niger, Burkina Faso). Citant Paul Valéry au sujet de la mort des civilisations, les rédacteurs du manifeste, qui maîtrisent parfaitement la langue et la culture françaises, se réfèrent à des situations politiques comparables dans d'autres régions du monde, qui ont repris leur destin en mains en appliquant la charia. Le projet d'un « Azawad musulman et libre » s'inscrit donc dans la nécessité de défendre une communauté en danger et sa culture

« millénaire » (c'est-à-dire anté-islamique), en instaurant un gouvernement « vertueux », par opposition « à l'affairisme, au népotisme, à la prévarication » d'un État non démocratique qui a échoué à intégrer le nord. Le texte, souvent brillant, évoque les hommes de paille que sont les « deux ou trois Arabo-berbères [nommés] à des postes importants » qui « enroulent autour de leur tête des chèches kilométriques pour rendre ostensible leur vénale targuïté » (identité touarègue). Ce texte brandit également la charia comme moyen de pression pour faire accepter, à titre de solution d'urgence, l'autonomie de l'Azawad, comparée à une « séparation de corps avant le divorce » si les choses ne changent pas, c'est-à-dire si l'État malien ne s'amende pas en adoptant la charia. Finalement, pour être entendus, les griefs contre la politique délétère de l'État malien ont été formulés dans le registre religieux, là où les dissensions entre le Nord et le Sud sont les moins perceptibles.

L'effondrement du décor étatique

Suite aux troubles du Nord et au projet d'une intervention militaire internationale, le gouvernement malien est renversé à Bamako, le 22 mars 2012, par un militaire inconnu, le capitaine Amadou Haya Sanogo, formé aux États-Unis. Le putschiste, soutenu par une partie de l'opinion malienne, remet en cause toute idée d'ingérence étrangère pour résoudre la crise malienne. La constitution et les institutions sont suspendues et le blocage de l'appareil politique et militaire est total. Sous la pression internationale, Sanogo accepte de rendre le pouvoir aux civils le 6 avril 2012, le jour même où le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad.

Alors que l'armée malienne a déserté le nord en abandonnant son arsenal, une nouvelle carte militaire se dessine, clairement dominée par trois groupes salafistes : AQMI, émanation de l'ancien Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien ; le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), dont le noyau est constitué de Sahariens arabophones qui recrutent dans les camps sahraouis ainsi que chez les sédentaires sahéliens et subsahariens ; et Ansar Eddine, formé de Touaregs liés à Iyad Ag Ghali qui dispose de moyens importants pour entretenir ses combattants. Le MNLA paraît au contraire avoir épuisé toutes ses ressources et certains de ses combattants se rapprochent d'Ansar Eddine pour retrouver des capacités d'action. Les islamistes finalement s'attaquent au MNLA pour l'éliminer de la scène politique.

L'amalgame entre les mouvements djihadistes et le mouvement indépendantiste

s'opère rapidement dans les déclarations officielles et la presse. Tous les ingrédients utiles à la constitution d'un climat d'épouvante – vols, viols, amputations, exécutions publiques, destruction de patrimoine, enfants soldats, trafic de drogue – se mettent en place et sont déversés à la Une de la presse alors même qu'aucun observateur n'a encore accès au terrain.

Détruire ou négocier ?

Face à l'effondrement de l'État malien au Nord comme au Sud, deux stratégies s'opposent à l'échelle internationale. D'une part, l'axe algéro-américain promeut la négociation avec les mouvements autochtones (MNLA et Ansar Eddine) à condition qu'ils renoncent l'un à l'indépendance et l'autre à tout lien avec les mouvements islamistes « terroristes ». D'autre part, la position française, drainant dans son sillage la CEDEAO, prône l'intervention armée. Ces intervenants extérieurs sont cependant parfaitement d'accord sur deux points, l'irrecevabilité de l'indépendance de l'Azawad, et la nécessité de rétablir le pouvoir malien.

L'idée même d'Azawad est contestée par les « experts » appointés par les États qui s'impliquent dans l'affaire malienne. Pourtant, la référence même à cet espace infra-étatique a été imposée par les services secrets français et algériens comme une condition préalable aux accords de paix de 1991, interdisant toute allusion à un pays touareg de nature supra-étatique. Les fronts armés touaregs des années 1990 seront ainsi retaillés selon un cadre régional qui ne transgresse plus les frontières héritées de l'histoire coloniale : « Azawad » du côté malien, « Aïr et Azawagh » du côté nigérien. Le rabotage de l'identité des Touaregs s'accompagne pour les désigner de l'extraordinaire promotion d'un glottonyme local, Kel Tamashaght, « ceux qui parlent en sh », centré sur une particularité linguistique. Ce faisant, les revendications qui se réfèrent au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont disqualifiées.

Quant à la question du manque de démocratie de l'État, au cœur des revendications touarègues depuis des décennies, aussi bien au Mali qu'au Niger, non seulement elle n'a jamais été prise en compte, mais elle a été niée au nom des formes en trompe l'œil de l'« État de droit » (comme les élections truquées par exemple).

Force est de constater que les concessions successives des fronts armés depuis les années 1990 face aux politiques étatiques de rabotage de l'identité politique, sociale et territoriale des Touaregs, n'ont finalement pas abouti à une amélioration de la situation

pour la population, qui reste privée à la fois de droits sur la gestion de ses terres, du respect de sa culture, et de la protection et des services minimaux que l'État devrait théoriquement lui garantir.

La rhétorique « ethnique »

La lecture des événements proposée à l'opinion publique en termes d'antagonisme des « races », des « ethnies », des « castes » ou des « tribus » évacue complètement la dimension politique du conflit. Elle en obscurcit également les enjeux souterrains qui concernent l'économie mondiale et le redécoupage des zones d'influence entre les puissances internationales avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (américains, chinois, canadiens, etc.) qui bousculent l'ancien paysage colonial. L'accès convoité aux richesses minières (pétrole, gaz, uranium, or, phosphates...) dont regorgent le Niger, la Libye, l'Algérie et, d'après des prospections plus récentes, le Mali, est au centre de la bataille invisible qui se déroule dans le désert. Les communautés locales n'ont jusqu'ici jamais été prises en compte autrement que comme des leviers de pression qu'ont systématiquement cherché à manipuler les États en concurrence. C'est ainsi que les revendications politiques touarègues ont longtemps été contenues dans les limites strictes d'une autonomie régionale (d'ailleurs jamais appliquée par les États), et c'est pourquoi l'autre manette d'action que représentent les islamistes est devenue une réalité saharienne.

Si la dimension « ethnique » est abondamment mise en avant, les liens étroits qu'entretiennent certains groupes islamistes au Sahara avec divers États, en premier lieu l'Algérie¹, ne sont pratiquement jamais évoqués. De même, un silence de plomb règne sur les interventions constantes des services secrets français, algériens et libyens pour contrôler à leur profit la rébellion touarègue, la divisant en groupes rivaux destinés à se neutraliser les uns les autres. Les rapports directs entre l'État malien et les milices paramilitaires qu'il a créées après les accords de paix des années 1990 pour terroriser, sur des bases raciales, les « peaux-rouges », civils touaregs et maures à teint clair, afin

¹ Voir à ce sujet notamment Omar BENDERRA, François GEZE et Salima MELLAH, « L'«ennemi algérien» de la France : le GSPC ou les services secrets des généraux ? », <www.algeria-watch.org>, 23 juillet 2005 ; François GEZE et Salima MELLAH, « "Al-Qaida au Maghreb" et les attentats du 11 avril 2007 à Alger. Luttres de clans sur fond de conflits géopolitiques », <www.algeria-watch.org>, 21 avril 2007 ; Jeremy KEENAN, « The Collapse of the Second Front », *Foreign Policy In Focus*, 26 septembre 2006 (<www.fpif.org>) ; Hocine MALTI, « Les guerres de Bush pour le pétrole », <www.algeria-watch.org>, 21 mars 2008.

de ruiner les possibilités de paix et de développement promis, sont également dissimulés – tout comme le fait que ces milices, qui se déclarent elles-mêmes « négro-africanistes » (Ganda Koy, Ganda Izo, etc.), se soient associées avec les islamistes du MUJAO contre les indépendantistes du MNLA. Enfin, il est fort rare que soient évoquées les connexions entre certains représentants haut placés de l'État malien et d'États voisins avec les islamo-narcotrafiquants qui se partagent les bénéfices du transport de cocaïne arrivant d'Amérique du Sud et transitant par les pays côtiers avant d'être acheminée à travers le Sahara. Ces réseaux politico-mafieux n'ont rien à voir avec des clivages qui seraient intercommunautaires ou interethniques.

Finalement, l'amalgame simpliste entre insurgés touaregs, islamistes et terroristes est un raccourci commode pour justifier l'éradication, sous couvert de lutte antiterroriste, de toute revendication politique et territoriale de la part des Touaregs, qui pourrait contrarier les intérêts sahariens des grands acteurs politiques et économiques de la scène mondiale.

La grande perdante est la société civile, avec plus de 400 000 exilés ou réfugiés, des centaines de morts et de disparus, des milliers de familles privées de leurs moyens de survie, traquées par les militaires et les miliciens, dans un climat de répression aveugle attisée par des appels au meurtre sur la Toile où la guerre de propagande se déchaîne.

Les enjeux souterrains

L'engagement total de la France dans la guerre au Mali, au moment où sa politique budgétaire souffre de restrictions sévères, correspond à la défense de son « indépendance » énergétique, liée aux prérogatives minières que l'ex-puissance coloniale s'est réservée de l'autre côté de la frontière malienne, au Niger, sur les terres touarègues. Le positionnement de troupes spéciales françaises autour des sites uranifères exploités à Arlit par la compagnie française Areva n'a cependant pas empêché le double attentat du 23 mai, revendiqué par Mokhtar Belmokhtar, contre la caserne d'Agadez qui date de la conquête du Sahara et le site minier d'Arlit. En s'attaquant à ces lieux qui incarnent localement la violence coloniale et l'expropriation territoriale des habitants, les islamistes ont remporté une victoire symbolique certaine.

Le scénario de « guerre globale contre le terrorisme » a également bénéficié à leurs inventeurs américains qui, depuis 2003, cherchaient à installer des bases militaires dans la zone saharo-sahélienne en y développant des programmes d'instruction militaire

(Pan Sahel Initiative, puis Trans Sahara Counter Terrorism Initiative). À la faveur de l'opération Serval au cours de laquelle leur apport en matière de renseignement militaire a été publiquement reconnu, les Américains ont finalement réussi à implanter leurs drones à Niamey au Niger, en plein pré-carré français, et à justifier leur présence militaire en Afrique de l'Ouest. En fait, l'objectif prioritaire du Pentagone semble être de contenir l'expansion de la Chine, en se rapprochant militairement des sources d'approvisionnement en pétrole et autres minéraux indispensables au développement industriel de cette dangereuse puissance montante, potentiellement rivale². La Chine est un partenaire économique omniprésent en Afrique, et occupe aujourd'hui tous les espaces laissés vacants par les anciennes puissances coloniales.

Sur le plan régional, l'Algérie, après avoir plaidé pour une solution négociée du conflit avec les groupes locaux (le MNLA qu'elle a voulu associer à Ansar Eddine pour mieux le contrôler et, le moment venu, le discréditer), a autorisé le survol de son territoire par les avions de guerre français, sans que l'on connaisse la contrepartie de cette concession. Son modèle contre-insurrectionnel de terrorisme islamiste téléguidé, du moins jusqu'à un certain point, a été exporté dans l'Azawad. Des fonds venant du Qatar et d'Arabie Saoudite ont également financé les groupes islamistes et la promotion de l'arabisme.

En dépit de leurs intérêts différents, les puissances internationales en concurrence sur la zone saharo-sahélienne ont mené des politiques qui convergent sur plusieurs points essentiels. Elles ont misé, pour la plupart, sur l'évacuation du politique et des aspirations de la société civile, au profit d'un travail d'aliénation et de corruption des élites locales ainsi que des leaders d'opinion, promouvant toujours les mêmes personnes ou les mêmes groupes, selon des schémas élaborés à la période coloniale en fonction de leurs degrés d'allégeance à l'Empire. Elles ont fait le choix de la force et de l'autoritarisme pour éliminer toute forme d'opposition politique qui pourrait nuire à leurs projets économiques. Elles ont spéculé sur la guerre civile, pour détruire les mouvements contestataires, plutôt que sur la démocratisation des régimes en place. Le chaos social qui en résulte pourrait à terme s'avérer contre-productif.

² Voir Frederick William ENGDAHL, « NATO's War on Libya is Directed against China : AFRICOM and the Threat to China's National Energy Security », in *Global Research*, 25 september 2011, (<www.globalresearch.ca>)

Pour en savoir plus

Hélène Claudot-Hawad, *Touaregs. Apprivoiser le désert*, Gallimard, Paris, 2002.

Hélène Claudot-Hawad et Hawad (dir.), *Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué*, Survival International, Ethnies, Paris, 1996.

Michel Galy (dir.), *La guerre au Mali. Comprendre la crise au Sahel et au Sahara. Enjeux et zones d'ombre*, La Découverte, Paris, 2013.

Raphaël Granvaud, *Areva en Afrique. Une face cachée du nucléaire français*, Agone, Marseille, 2012.

François-Xavier Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, Paris, 1998.